

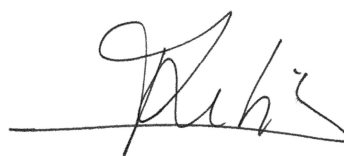
AND THE WINNER IS...

La Belgique a enfin un gouvernement! Ne boudons pas notre plaisir, car la santé figure – enfin! – en bonne place dans l'accord conclu entre les partis désormais au pouvoir.

L'objectif d'une prise en charge globale des patients, d'un renforcement de la première ligne et celui d'une réduction de 25 % des inégalités sociales de santé sont réjouissants. Un refinancement des soins de santé à hauteur de 1,2 milliard d'euros ainsi que l'augmentation de la norme de croissance à 2,2 % à partir de 2022 sont prévus au budget. Pour rappel, un montant du même ordre avait été économisé dans la branche santé de la sécurité sociale sous Maggie De Block. Des économies de 790 millions sont prévues dans le domaine pharmaceutique : un bon point au vu des dépenses de sécurité sociale pratiquées par ce secteur en raison de prix exorbitants fixés pour certains médicaments ces dernières années. Soulignons également la volonté de mieux réguler les suppléments d'honoraires à l'hôpital, de rendre la contraception plus accessible ou encore d'améliorer la santé des détenus.

Des intentions louables... mais il faut mentionner que l'accord prévoit très peu de solutions concrètes pour lutter contre la privatisation rampante des soins et contre une médecine à deux vitesses. Il ne mentionne pas comment endiguer l'accroissement des assurances facultatives, le déconventionnement des prestataires de soins et l'augmentation des suppléments d'honoraires en ambulatoire. Il est également prévu une réduction de 400 millions d'euros des dépenses dans les incapacités de travail à partir de 2022. Des termes restent tabous : santé publique et communautaire, échelonnement, approche multidisciplinaire, maisons médicales, fidélisation au médecin généraliste... et les orientations de l'ancienne ministre de la Santé visant à déforcer la concertation sociale à l'Inami ne sont pas remises en question. Nous sommes très loin du violent chapitre d'austérité imposé à la santé lors de la législature précédente, mais, après les mots, il faudra passer aux actes!

**Nous sommes très loin
du violent chapitre
d'austérité imposé
à la santé lors de la
législature précédente.**



**Fanny Dubois,
secrétaire générale de la Fédération
des maisons médicales**